

9^{ème} édition du Forum des think tanks sino-africains

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je tiens, de prime abord, à exprimer ma gratitude envers les organisateurs de la 9^{ème} édition du Forum des think tanks sino-africains. Je suis d'autant honoré de participer à cette édition que l'Institut Royal des Etudes Stratégiques (IRES) entretient, depuis plusieurs années, une coopération étroite avec les think tanks chinois.

Mon intervention mettra en évidence les caractéristiques de la crise du Covid-19 et retracera les transformations et les perturbations qui en découlent. Elle analysera, ensuite, les défis posés par la pandémie et ses retombées dans le contexte africain et proposera quelques ajustements à apporter au modèle de coopération Chine-Afrique afin d'en faire un levier de la relance post-Covid. Elle mettra, également, en exergue le rôle du Maroc et sa contribution au service d'une coopération sino-africaine fructueuse.

La 9^{ème} édition du Forum think tanks sino-africains coïncide avec la commémoration du 20^{ème} anniversaire de la création du FOAC. Elle se tient dans le contexte inédit d'une crise mondiale, qui requiert pour son dépassement la solidarité et l'entraide internationale.

La crise sanitaire qui s'est déclarée fin 2019 a surpris le monde par son ampleur et la rapidité de sa propagation. Evénement historique sans précédent, la pandémie du Covid-19 a imposé aux Etats de prendre des mesures graves pour en endiguer la propagation, ce qui a transformé la crise sanitaire en une crise multiforme, touchant tous les aspects de la vie des pays et des citoyens.

Cette situation semble, dès lors, réunir les prémisses d'importantes transformations et ruptures qui surgiraient, à l'avenir, sur le plan géopolitique, politique, économique, social, sociétal et environnemental. Elle rend nécessaire un changement majeur de paradigme puisque le monde de demain sera, nécessairement, différent de celui d'aujourd'hui.

Sur le plan géopolitique, la pandémie est venue accentuer la crise de leadership mondial. Elle a dévoilé une gouvernance mondiale inégale en quête d'efficacité et de légitimité. L'Occident s'est révélé démuni face à cette crise, accélérant ainsi sa perte de leadership face à des puissances telle la Chine, locomotive de l'économie mondiale.

Du point de vue politique, la crise sanitaire s'est traduite par le retour de l'Etat, ce qui n'est pas sans susciter des questionnements sur le rapport du citoyen à l'autorité et sur la trajectoire que doit prendre la démocratie.

En outre, la pandémie du Covid-19 a confirmé la vocation du digital à transformer radicalement les modes de gouvernance et les processus de production. Plus que jamais, le numérique est aujourd'hui le canal privilégié de la communication politique et le vecteur des aspirations populaires au renforcement de l'Etat de droit.

En ce qui concerne le volet économique, les mesures mises en œuvre par les pays pour endiguer la pandémie ont plongé le monde dans une grande détresse économique. La Banque mondiale prévoit une contraction du PIB mondial de 4,9% en 2020 : -8% pour les économies avancées et -3% pour les économies émergentes et en développement.

Pour sortir de cette crise, qui résulte d'un double choc de l'offre et de la demande, les choix stratégiques qui seront opérés par les Etats auront des impacts économiques profonds. Ces orientations façonneront le nouveau visage de la mondialisation et redéfiniront le rôle économique de l'Etat.

Une nouvelle approche de la souveraineté nationale est en train de voir le jour. Outre la recherche d'une autonomie stratégique en matière d'alimentation, de santé, d'énergie ..., la pandémie du Covid-19 pourrait conduire à la transition d'une industrie de luxe vers une industrie de la vie et à la reconfiguration des chaînes de valeur mondiales, lesquelles pourraient céder la place à des chaînes de valeur régionales.

Sur le plan social et sociétal, la pandémie a rappelé avec insistance la vulnérabilité de l'espèce humaine et engendré une forte attente de changements radicaux, avec la remise en cause de certains styles de vie et une digitalisation accrue des secteurs économiques et sociaux, se traduisant entre autres par le développement du télétravail et le recours intensif à l'enseignement à distance.

Elle pourrait constituer l'amorce d'un nouveau regard sur les relations familiales et interpersonnelles et rendrait nécessaire une re-priorisation des choix stratégiques en faveur de la réduction des inégalités sociales et de l'amélioration de la santé des citoyens, laquelle constitue désormais un élément primordial de la sécurité collective.

Sur le plan environnemental, la crise sanitaire pourrait rendre urgente la transition écologique et plaider en faveur d'un changement du rapport de l'Homme à la Nature. Elle accentuerait le besoin d'un développement durable et plus humain, à l'échelle de l'ensemble de la planète.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

L'Afrique, qui abrite presque 17% des habitants de la planète, recense heureusement 3% seulement des cas de contamination au Covid-19 dans le monde et affiche un taux de létalité ne dépassant guère 2,2%. Elle demeure relativement peu touchée par la pandémie du Covid-19, en raison, entre autres, de la jeunesse de sa population, de son insertion limitée dans la mondialisation, des modes de vie de ses ressortissants, de l'immunité croisée, issue de la rencontre fréquente avec d'autres virus, ainsi que d'une prévalence des pathologies lourdes (maladies cardiovasculaires, diabète, ...) moins forte, en comparaison avec les autres parties du globe.

Néanmoins, ces chiffres doivent être relativisés du fait du nombre limité de tests disponibles et du caractère centralisé des systèmes de santé en Afrique, auxquels n'accèdent que difficilement les populations rurales et des bidonvilles. Aussi, l'Afrique, bien que plus modérément atteinte par la pandémie que les autres continents, n'échappe-t-elle pas aux bouleversements suscités par cette crise au niveau mondial.

La pandémie y poursuit son expansion. Les ruptures qui en découlent font peser, sur un continent en proie à de nombreuses formes de vulnérabilité, des risques inédits et protéiformes, qu'il est nécessaire d'affronter collectivement.

Sur le plan politique, la pandémie risque d'affecter les transitions en cours sur le continent. Elle intervient dans un contexte mouvementé, marqué par la difficulté d'organiser les nombreuses échéances électorales prévues en 2020. Le report éventuel de celles-ci pourrait contribuer à l'émergence de contestations, alimentées par l'accroissement des revendications politiques, économiques et sociales des populations. De surcroît, les mesures coercitives prises par les Etats pour freiner la pandémie sont susceptibles de menacer l'Etat de droit dans de nombreux pays africains.

Sur le plan des choix politiques, la crise sanitaire a mis en exergue la nécessité de les orienter en direction de la satisfaction des besoins vitaux des populations, notamment, l'alimentation et la santé.

La question de la sécurité alimentaire se pose en Afrique, en cette période de crise sanitaire, avec plus d'acuité, du fait de la rupture des chaînes d'approvisionnement et de l'incapacité de l'industrie agroalimentaire locale à répondre aux besoins du continent.

S'agissant de la santé, la pandémie du Covid-19 a remis en lumière les insuffisances des systèmes de santé en Afrique, notamment, les déficits enregistrés en matière de capital humain, d'équipement et d'approvisionnement en certains médicaments essentiels, rendant difficiles la fourniture des soins et le suivi des maladies au niveau de la plupart des pays africains.

Sur le plan économique, la crise sanitaire entraînerait une décélération en Afrique de la croissance économique entre 2019 et 2020, comprise entre 1,7% et 3,4% selon la Banque africaine de développement. Cette situation serait due à des facteurs exogènes : ralentissement de l'activité économique des principaux partenaires, baisse des investissements directs étrangers, chute de la demande des produits de base en provenance d'Afrique, effondrement quasi-total de certaines activités liées au tourisme et au transport aérien, ...

De plus, les transferts de la diaspora vers l'Afrique subsaharienne, qui constituent une source de revenus importante pour le continent, connaîtraient, selon la Banque mondiale une baisse de 23%, passant de 48 milliards de dollars US en 2019 à 37 milliards de dollars US en 2020.

Sur le plan social, l'arrêt des activités économiques et commerciales, suite aux mesures de confinement, pourrait faire basculer dans la pauvreté une part importante de la population africaine, notamment, celle opérant dans le secteur informel. La réduction ou la perte de revenus stables des ménages aurait, également, des effets sur la classe moyenne dont le pouvoir d'achat baisserait, ralentissant ainsi la croissance économique et, par conséquent, le développement humain.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La pandémie du Covid-19 a ravivé les élans solidaires des pays africains qui, sous les auspices de l'Union africaine, ont mis en place deux mécanismes, l'"Africa Task Force for Coronavirus (AFTCOR)" et l'"Africa CDC's Incident Management System", dans le but de coordonner les efforts des Etats membres et des agences de l'Union africaine ainsi que ceux déployés par l'Organisation mondiale de la santé. L'Union africaine a, par ailleurs, affiché sa volonté de mettre en place une stratégie commune pour mieux faire face à la propagation potentielle du virus sur le continent.

Pour sa part, le Maroc a proposé une initiative pour un cadre opérationnel de gestion des différentes phases de la pandémie. Pragmatique et orientée vers l'action qui permet le partage d'expériences, cette initiative a été concrétisée, dans un premier temps, par la mise à la disposition, au profit des malades du Covid-19 au Mali, de la Polyclinique Mohammed VI de Sébéninkoro et la fourniture d'une aide d'urgence à la République centrafricaine. Dans un second temps, elle s'est traduite par l'envoi d'une importante aide médicale, à une quinzaine de pays africains.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La solidarité ne devrait, toutefois, pas se limiter au niveau continental. Ainsi, pour surmonter les effets de la crise et, surtout, pour apporter une réponse structurelle aux impératifs du monde post-Covid, l'Afrique devrait renforcer davantage sa coopération avec ses partenaires internationaux, particulièrement la Chine, son premier partenaire commercial depuis plus de dix ans, avec lequel le continent a conclu un partenariat stratégique global en 2015, lors du sommet du FOCAC à Johannesburg.

Outre le développement des infrastructures, la pandémie du Covid-19 impose de focaliser la coopération sino-africaine sur les besoins prioritaires de l'Homme dont la satisfaction exige de réussir les transitions en cours sur le continent, à savoir :

- ❖ **la transformation digitale** : la Chine, qui a développé une compétence avérée en la matière, pourrait accompagner l'Afrique pour la mise en place d'une économie numérique créatrice d'emplois et pour la digitalisation des services liés à l'enseignement, à la santé et à l'administration publique de façon générale.
- ❖ **la transition économique** : pour mettre en œuvre une stratégie industrielle lui permettant d'accélérer le développement de son économie, d'accroître sa résilience aux chocs externes et de renforcer, à la fois, sa souveraineté et son positionnement sur la scène internationale, l'Afrique pourrait s'inspirer du modèle chinois d'industrialisation qui a su tirer profit de la mondialisation, en la considérant comme une opportunité et non comme une menace.
De plus, la délocalisation industrielle qui accompagnerait l'évolution du modèle économique de la Chine, pourrait, également, profiter à l'Afrique. Ce serait l'occasion d'un transfert de compétences dans le domaine industriel et d'une augmentation des investissements chinois en Afrique, dans les secteurs jugés stratégiques par le continent.

La Chine pourrait, en outre, assister l'Afrique en ce qui concerne la valorisation, en commun, de ses matières premières et la mise en place de chaînes de valeur régionales dans certains secteurs de l'économie de la vie.

- ❖ **la transition écologique** : la crise sanitaire a favorisé l'expression d'une puissante aspiration à une nouvelle mondialisation écologique, à laquelle l'Afrique devrait souscrire en développant les énergies renouvelables, avec le soutien de la Chine, leader mondial dans ce domaine. Ce secteur pourrait constituer l'un des fers de lance de la reprise économique africaine.

- ❖ **la rénovation urbaine** : les mesures de confinement ont montré la nécessité d'assurer pour la population un environnement optimal et un habitat de qualité. L'urbanisation galopante constitue, en effet, l'un des défis majeurs que l'Afrique doit relever. Ce continent a besoin, pour la conception d'un nouveau modèle africain d'urbanisme, de l'expérience de la Chine en matière de planification, d'aménagement et de modernisation du milieu urbain et de mise en place de *smart-cities*.

Sur un autre registre, la coopération entre les think tanks chinois et africains devrait être érigée en composante essentielle de la coopération sino-africaine. S'adaptant aux exigences du contexte international afin de mieux appréhender ses changements et ses mutations profondes, ces centres de réflexion devraient faire preuve d'innovation pour contribuer à la conception d'un modèle de coopération rénové, en phase avec le monde post-Covid.

De plus, le renforcement de la coopération sino-africaine est une opportunité pour les think tanks africains et chinois pour mettre en œuvre des stratégies de communication, mettant en lumière les potentialités de cette relation et battant en brèche certaines allégations infondées sur cette coopération.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Dans la relation entre l'Afrique et la Chine, le Royaume du Maroc est appelé à jouer un rôle de pivot, du fait des nombreux atouts dont il dispose. Plusieurs raisons confortent ce positionnement :

- ❖ **Un important capital relationnel avec la Chine** : le Maroc entretient avec la Chine des relations séculaires, élevées, en 2016, à un rang stratégique. La coopération entre les deux pays se veut riche, diversifiée, fructueuse, nourrie par une compréhension mutuelle, des engagements communs et la volonté d'un partenariat "gagnant-gagnant", s'étendant à tous les domaines.
- ❖ **Un engagement affirmé en faveur de la coopération Sud-Sud, une des orientations fortes de la politique étrangère du Maroc** : terre africaine, le Maroc a la ferme volonté d'accompagner le processus de convergence économique, sociale et institutionnelle de ses partenaires africains. La politique africaine du Maroc est fondée sur des partenariats mutuellement profitables avec les pays africains ainsi que sur l'implication assidue du Royaume en faveur des causes du continent.

Cet engagement s'est matérialisé par la conclusion de plus de 1.000 accords depuis 2000 avec plus de 40 pays africains, dont 426 signés depuis 2014 avec 15 pays africains, impliquant 80 opérateurs économiques publics et privés et 300 partenaires africains.

- ❖ **Une forte présence marocaine en Afrique** : plus de 1.000 opérateurs marocains sont présents en Afrique, dans plusieurs secteurs (banques, télécommunications, BTP, agriculture, pêche, énergies renouvelables...), faisant du Royaume le premier investisseur intra-africain.
- ❖ **Une infrastructure moderne** : le Maroc a entrepris, au cours des vingt dernières années, l'édification et le développement d'une infrastructure moderne, conforme aux standards internationaux, qui fait du Royaume un hub logistique, avec des réalisations telles le Port Tanger Med et la première ligne à grande vitesse du continent.

Enfin, l'adhésion du Maroc, fin 2017, au mémorandum d'entente sur les Nouvelles Routes de la Soie a marqué un nouveau tournant, tant dans les relations entre le Royaume et la Chine, que dans les relations triangulaires Chine-Maroc-Afrique. Cet engagement témoigne de la volonté du Maroc de participer activement à la réussite de ce grand projet en mettant ses atouts à contribution au profit de l'essor de l'Afrique.

Je vous remercie de votre attention et souhaite plein succès aux travaux de ce Forum des think tanks sino-africains.